

EXA

ERNST & YOUNG et Autres

**Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel
de la Réunion**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

| | |
|---|---|
| <p>EXA</p> <p>4, rue Monseigneur Mondon B.P. 830 97467 Saint-Denis-de-la-Réunion cedex S.A. au capital de € 40 000 337 725 949 R.C.S. Saint-Denis-de-la-Réunion</p> <p>Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Saint-Denis</p> | <p>ERNST & YOUNG et Autres</p> <p>Tour First TSA 14444 92037 Paris-La Défense cedex S.A.S. à capital variable 438 476 913 R.C.S. Nanterre</p> <p>Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre</p> |
|---|---|

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Réunion

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Réunion,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Réunion relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 42 de l'annexe aux comptes annuels décrivant l'incidence de la comptabilisation des baux à construction de la S.C.I. Tamarinier, de la S.C.I. Grand Sud et de la S.C.I. Ravine sur le résultat de l'exercice.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Dépréciation des crédits sur une base individuelle

| Risque identifié | Notre réponse |
|--|---|
| Du fait de son activité, la caisse régionale est exposée à un risque significatif de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture. | Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction dans le contexte de crise liée à la Covid-19 pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser. Nous avons en particulier : |
| Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation. | <ul style="list-style-type: none">▶ mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de la caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;▶ testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la caisse régionale relatifs à ces procédures ; |
| S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de la caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement. | |

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.4 de l'annexe aux comptes annuels qui s'élève à M€ 127,7.

- ▶ analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact de la crise sanitaire sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;
- ▶ mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux par marché et par strate d'encours.

■ Provisions sur encours sains et dégradés

| Risque identifié | Notre réponse |
|--|--|
| <p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1), la caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées). Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du Groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédits de la caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux. Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente M€ 38,6 au 31 décembre 2020 comme détaillé dans la note 15 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ l'importance des zones de jugement, en particulier dans le contexte de crise sanitaire en vigueur sur l'exercice et au 31 décembre 2020, entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle ; | <p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> ▶ les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles, ▶ la qualité des données utilisées pour calibrer les paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut « Loss Given Default » ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19 et les mesures de soutien à l'économie, ▶ la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris la revue des scénarios et paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante et les modalités de back-testing central, ▶ la réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ; ▶ tester, par sondages, la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ; |

- ▶ l'importance de ces provisions dans le bilan de la caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation....), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local).
- ▶ contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;
- ▶ apprécier les hypothèses et la documentation fournie par la caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte de la crise sanitaire pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking, ;
- ▶ analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégorie homogène de risque sur l'exercice 2020 ;
- ▶ examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Réunion par votre assemblée générale d'avril 1991 pour le cabinet EXA et du 25 avril 2008 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2020, le cabinet EXA était dans la trentième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la treizième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Saint-Denis et Paris-La Défense, le 10 mars 2021

Les Commissaires aux Comptes

EXA

ERNST & YOUNG et Autres



Frédéric André



Luc Valverde

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA REUNION

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire et financier au capital de 48 195 239,90 euros

*Siège social : Parc Jean de Cambaire - Cité des Lauriers - BP 84 97462 SAINT-DENIS Cedex
312 617 046 R.C.S SAINT DENIS*

COMPTES INDIVIDUELS AU 31/12/2020

*Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole de La Réunion
en date du 4 février 2021 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du
25 mars 2021*

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| BILAN AU 31 DECEMBRE 2020 | 5 |
| HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2020 | 7 |
| COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2020 | 8 |
| Note 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE | 9 |
| Note 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES | 18 |
| Note 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE | 37 |
| Note 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE | 38 |
| Note 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE..... | 41 |
| Note 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES | 45 |
| Note 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE | 48 |
| Note 8 ACTIONS PROPRES | 49 |
| Note 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS | 50 |
| Note 10 DEPRECiations INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF | 51 |
| Note 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE | 51 |
| Note 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE..... | 52 |
| Note 13 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE..... | 53 |
| Note 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS..... | 54 |
| Note 15 PROVISIONS | 55 |
| Note 16 EPARGNE LOGEMENT | 56 |
| Note 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES | 57 |
| Note 18 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX..... | 60 |
| Note 19 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE | 60 |
| Note 20 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition) | 61 |
| Note 21 COMPOSITION DES FONDS PROPRES | 61 |

| | | |
|---------|--|----|
| Note 22 | OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS | 62 |
| Note 23 | TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES | 62 |
| Note 24 | OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES..... | 63 |
| Note 25 | OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES..... | 63 |
| Note 26 | OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME | 64 |
| Note 27 | INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES | 67 |
| Note 28 | ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES..... | 68 |
| Note 29 | ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE | 69 |
| Note 30 | ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES..... | 69 |
| Note 31 | ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL | 70 |
| Note 32 | OPERATIONS DE DESendettement DE FAIT ET DE TITRISATION..... | 70 |
| Note 33 | PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES | 71 |
| Note 34 | REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES | 72 |
| Note 35 | PRODUIT NET DES COMMISSIONS | 72 |
| Note 36 | GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION | 72 |
| Note 37 | GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES..... | 73 |
| Note 38 | AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE..... | 73 |
| Note 39 | CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | 74 |
| Note 40 | COUT DU RISQUE | 76 |
| Note 41 | RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES | 77 |
| Note 42 | CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS..... | 78 |
| Note 43 | IMPOT SUR LES BENEFICES | 78 |
| Note 44 | INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES | 79 |
| Note 45 | EXEMPTION D'ETABLIR DES COMPTES CONSOLIDES..... | 81 |
| Note 46 | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION | 81 |
| Note 47 | PROJET D'AFFECTATION DES RESULTATS | 82 |

| | | |
|---------|--|----|
| Note 48 | IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS | 82 |
| Note 49 | PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES..... | 82 |

BILAN AU 31 DECEMBRE 2020

ACTIF

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|-------|-------------------|-------------------|
| OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | | 262 601 | 255 395 |
| Caisse, banques centrales | | 71 491 | 77 248 |
| Effets publics et valeurs assimilées | 5 | 127 584 | 127 461 |
| Créances sur les établissements de crédit | 3 | 63 526 | 50 686 |
| OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE | 3 | 610 704 | 365 034 |
| OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE | 4 | 5 545 981 | 4 682 328 |
| OPERATIONS SUR TITRES | | 420 183 | 508 836 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 5 | 311 609 | 414 305 |
| Actions et autres titres à revenu variable | 5 | 108 574 | 94 531 |
| VALEURS IMMOBILISEES | | 531 083 | 526 482 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | 6-7 | 400 504 | 393 177 |
| Parts dans les entreprises liées | 6-7 | 87 875 | 94 703 |
| Immobilisations incorporelles | 7 | 977 | 987 |
| Immobilisations corporelles | 7 | 41 727 | 37 615 |
| CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE | | | |
| ACTIONS PROPRES | 8 | | |
| COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS | | 162 664 | 131 294 |
| Autres actifs | 9 | 95 513 | 82 740 |
| Comptes de régularisation | 9 | 67 151 | 48 554 |
| TOTAL ACTIF | | 7 533 216 | 6 469 369 |

PASSIF

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|-----------|------------------|------------------|
| OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES | | 43 270 | 37 103 |
| Banques centrales | | | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 11 | 43 270 | 37 103 |
| OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE | 11 | 3 418 967 | 2 946 290 |
| COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE | 12 | 2 805 412 | 2 187 812 |
| DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE | 13 | | 75 000 |
| COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS | | 129 639 | 139 646 |
| Autres passifs | 14 | 45 360 | 43 563 |
| Comptes de régularisation | 14 | 84 279 | 96 083 |
| PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES | | 130 919 | 112 396 |
| Provisions | 15-16-17 | 72 769 | 64 760 |
| Dettes subordonnées | 19 | 58 150 | 47 636 |
| FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG) | 18 | 94 750 | 94 750 |
| CAPITAUX PROPRES HORS FRBG | 20 | 910 259 | 876 372 |
| Capital souscrit | | 48 195 | 48 195 |
| Primes d'émission | | 61 429 | 61 429 |
| Réserves | | 762 367 | 721 823 |
| Ecarts de réévaluation | | | |
| Provisions réglementées et subventions d'investissement | | | |
| Report à nouveau | | | |
| Résultat de l'exercice | | 38 268 | 44 925 |
| TOTAL PASSIF | | 7 533 216 | 6 469 369 |

HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2020

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|------------------------------|-------|------------------|------------------|
| ENGAGEMENTS DONNES | | 849 024 | 787 136 |
| Engagements de financement | 28 | 620 485 | 512 843 |
| Engagements de garantie | 28 | 228 473 | 274 120 |
| Engagements sur titres | 28 | 66 | 173 |
| ENGAGEMENTS RECUS | | 2 090 347 | 1 608 723 |
| Engagements de financement | 28 | 12 528 | 14 738 |
| Engagements de garantie | 28 | 2 077 753 | 1 593 812 |
| Engagements sur titres | 28 | 66 | 173 |

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

- Opérations de change au comptant et à terme : note 25
- Opérations sur instruments financiers à terme : note 26

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2020

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Notes | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|-------|----------------|----------------|
| Intérêts et produits assimilés | 33 | 128 731 | 130 861 |
| Intérêts et charges assimilées | 33 | -28 919 | -29 275 |
| Revenus des titres à revenu variable | 34 | 14 981 | 14 333 |
| Commissions Produits | 35 | 91 402 | 92 450 |
| Commissions Charges | 35 | -13 519 | -12 857 |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation | 36 | 563 | 1 387 |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés | 37 | -113 | 374 |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 38 | 5 275 | 4 841 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | 38 | -573 | -402 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 197 828 | 201 712 |
| Charges générales d'exploitation | 39 | -124 934 | -125 994 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles | | -4 790 | -4 878 |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 68 104 | 70 840 |
| Coût du risque | 40 | -19 794 | -5 021 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | 48 310 | 65 819 |
| Résultat net sur actifs immobilisés | 41 | -6 328 | -3 993 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT | | 41 982 | 61 826 |
| Résultat exceptionnel | 42 | 5 955 | 5 164 |
| Impôts sur les bénéfices | 43 | -9 669 | -10 065 |
| Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées | | | -12 000 |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | | 38 268 | 44 925 |

Note 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Note 1.1 Cadre juridique et financier

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de La Réunion, 17 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de La Réunion est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2020, la Caisse régionale de La Réunion fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 55,30 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 44,70 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidiairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Note 1.2 Relations internes au Crédit Agricole

❖ **Mécanismes financiers internes**

L'appartenance de la Caisse régionale de La Réunion au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par

l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

- Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en « Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires ».

- Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

- Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances dites « avances-miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 % puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de replacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- Opérations en devises

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

- Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisse régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

- Mécanisme TLTRO III

Une troisième série d'opérations de refinancement de long terme a été décidée en mars 2019 par la BCE dont les modalités ont été revues en septembre 2019 puis en mars et avril 2020 en lien avec la situation COVID-19.

Le mécanisme de TLTRO III vise à proposer un refinancement de long terme avec une bonification en cas d'atteinte d'un taux de croissance cible des crédits octroyés aux entreprises et aux ménages, appliquée sur la maturité de 3 ans de l'opération TLTRO à laquelle s'ajoute une sur-bonification rémunérant une incitation supplémentaire et temporaire sur la période d'une année de juin 2020 à juin 2021.

Tant que le niveau des encours donnant droit à ces bonifications permet de considérer comme d'ores et déjà acquis les bonifications accordées par la BCE au titre du soutien à l'économie aussi bien tant sur la première année que sur les années suivantes, les intérêts courus calculés avec un taux d'intérêt négatif tiennent compte de cette bonification.

L'ensemble des bonifications fait l'objet d'un étalement sur la durée attendue du refinancement à compter de la date de tirage du TLTRO III. Les encours donnant droit à la bonification ont d'ores et déjà cru plus que le niveau requis pour bénéficier des niveaux de bonifications prévues. La sur-bonification au titre de la première année fait l'objet d'un étalement linéaire sur un an à compter de juin 2020.

Pour la nouvelle bonification annoncée par la BCE suite à la réunion du 10 décembre 2020 qui porte sur la période de juin 2021 à juin 2022, ces principes resteront appliqués tant qu'il existe une assurance raisonnable que le niveau des encours éligibles permettra de remplir les conditions nécessaires à l'obtention de ces bonifications lors de leur exigibilité vis-à-vis de la BCE.

Crédit Agricole S.A. a souscrit à ces emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, la Caisse régionale de Crédit Agricole de la Réunion se finance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications. Le mécanisme de TLTRO III a eu un impact sur le PNB de la Caisse régionale de Crédit Agricole de la Réunion à hauteur de 1 961 milliers d'euros.

- ❖ Couverture des risques de liquidité et de solvabilité

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisse régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle

d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201 /879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procèderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes. Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la

garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

❖ **Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)**

Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013 et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3), s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A, en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les derniers amendements de ces garanties ont pris effet rétroactivement le 1er juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1er mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat. Une première résiliation partielle correspondant à 35% du dispositif des garanties Switch a eu lieu le 2 mars 2020.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi, les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur globale de mise en équivalence des participations susvisées, moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnité compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, peut restituer les indemnités préalablement perçues.

Comptablement, les garanties sont des engagements de hors-bilan assimilables à des garanties données à première demande. Leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement sont respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations CAA. Lors des arrêtés trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêtés semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

Note 1.3 Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2020

● Crise sanitaire liée à la Covid-19

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19, le groupe Crédit Agricole s'est mobilisé pour faire face à cette situation inédite. Afin d'accompagner ses clients dont l'activité serait impactée par le Coronavirus, le Groupe a participé activement aux mesures de soutien à l'économie.

Prêts Garantis par l'Etat (PGE)

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le groupe Crédit Agricole a proposé à compter du 25 mars 2020 à tous ses clients entrepreneurs, quelle que soit leur taille et leur statut (exploitants agricoles, professionnels, commerçants, artisans, entreprises, ...), en complément des mesures déjà annoncées (report d'échéances, procédures accélérées d'examen des dossiers, etc.), de recourir au dispositif massif et inédit de Prêts Garantis par l'Etat. Les entreprises peuvent demander à bénéficier de ces prêts jusqu'au 30 juin 2021.

Ces financements prennent la forme d'un prêt sur 12 mois, avec la faculté pour l'emprunteur de l'amortir sur une période supplémentaire de 1 à 5 ans.

Sur cette période supplémentaire, le prêt pourra avoir durant la phase d'amortissement, une nouvelle période d'un an au cours de laquelle seuls les intérêts et le coût de la garantie d'Etat seront payés.

La durée totale du prêt ne pourra jamais excéder 6 ans.

L'offre groupe pour la première année se présente sous la forme d'un prêt à taux zéro ; seul le coût de la garantie est refacturé (via une commission payée par le client) conformément aux conditions d'éligibilité définies par l'Etat pour bénéficier de la garantie.

Ces prêts peuvent atteindre jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires, permettant ainsi aux entrepreneurs d'avoir accès au financement nécessaire pour traverser la période actuelle très perturbée.

Au 31 décembre 2020, le montant des prêts garantis par l'Etat octroyés à la clientèle par la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion s'élève à 373 468 milliers d'euros.

Report d'échéance sur concours octroyés aux clients

Le Groupe s'est associé à l'initiative de place des banques françaises, avec la coordination de la Fédération des Banques Françaises (FBF), pour offrir un report des échéances des prêts en cours jusqu'à 6 mois pour la clientèle des Entreprises et des Professionnels, sans coûts additionnels.

La mise en œuvre d'un tel report des échéances sans pénalité ni frais additionnels et avec maintien du taux contractuel sur une durée maximale de 6 mois implique que seuls les intérêts intercalaires seront perçus après le report sur la durée restante du crédit et hors frais de garantie éventuels de la Banque Publique d'Investissement.

Tel que proposé par le Groupe, le report des échéances implique :

- Soit un allongement de durée du prêt si le client souhaite conserver ses échéances initiales de prêt ;

- Soit une augmentation de ses échéances après la pause si le client souhaite garder sa durée initiale.

Ce report d'échéance se traduit par un décalage dans le temps des échéances initiales à percevoir.

Au 31 décembre 2020, l'encours de prêts à la clientèle ayant bénéficié de report d'échéance s'élève à 40 millions d'euros. (dont 2 561 milliers d'euros de pauses d'échéances).

Impacts de ces mesures sur le risque de crédit

Le report d'échéance sur concours octroyés aux clients n'a pas systématiquement comme conséquence une remise en cause de la situation financière des clients : il n'y a pas automatiquement d'augmentation du risque de contrepartie. Les modifications du contrat ne peuvent généralement pas être considérées comme des évolutions liées à des cas de restructurations pour difficultés financières.

Ce report n'a donc pour conséquence ni le basculement mécanique de l'encours dont la dépréciation est fondée sur les pertes attendues de crédits sur 12 mois (expositions qualifiées de saines) vers une comptabilisation de la dépréciation des pertes attendues à maturité (expositions qualifiées de dégradées), ni le passage automatique des encours vers la catégorie douteux.

De même, le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Dans ce contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, le Groupe a revu ses prévisions macro-économiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. Face à cette situation, la Caisse régionale de Crédit Agricole de la Réunion a également procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du forward looking locale sur un certain nombre de filières considérées à risques. Au 31 décembre 2020, le stock de provisions s'élève à 48 millions d'euros, dont 13 millions en Bucket 1 et 35 millions en Bucket 2, soit une augmentation de 9,2 millions d'euros par rapport à 2019.

● Nouvelle définition du défaut

Au 31 décembre 2020, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion a mis en place les nouvelles règles liées à l'application de la définition du défaut (orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/7) et seuils définis par l'Union européenne (Article 1 du règlement (UE) 2018/1845 BCE du 21 novembre 2018).

Cette évolution sur le défaut est qualifiée de changement d'estimation comptable. Son impact est comptabilisé en compte de résultat dans la rubrique « Coût du risque ». Les encours défauts concernés s'élèvent à 9,7 millions d'euros avec une dépréciation de 456 milliers d'euros.

● FCT Crédit Agricole Habitat 2020

Le 12 mars 2020, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2020) a été réalisée au sein du groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des 39 Caisses régionales. Cette transaction est un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2020 » pour un montant de 1 milliard d'euros. Les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (établissements de crédit (43%), fonds

d'investissement (32%), banques centrales (25%).

Dans le cadre de cette titrisation, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 8,3 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2020. Elle a souscrit pour 1,1 millions d'euros des titres subordonnés.

- **Démontage FCT Crédit Agricole Habitat 2015**

Fin septembre 2020, est intervenu le démontage du « FCT Crédit Agricole Habitat 2015 ». Il s'agit du premier RMBS réalisé en France par le Groupe né d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales. Cette opération de titrisation interne au Groupe s'était traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2015 » pour un montant de 10 milliards d'euros.

Le débouclage du FCT a donné lieu au rachat des crédits par les Caisses régionales le 23 septembre 2020 et au remboursement des titres le 28 septembre 2020, soit un montant de 2,3 millions d'euros pour la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion.

- **Garantie spécifique apportée par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)**

Crédit Agricole S.A a démantelé le 2 mars 2020 35% du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Le mécanisme de garantie « Switch » correspond à un transfert vers les Caisses régionales d'une partie des exigences prudentielles s'appliquant à Crédit Agricole S.A. au titre de ses activités d'assurances contre une rémunération fixe des Caisses régionales.

Pour la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion, cette opération se traduira par une baisse des engagements donnés de 31,6 millions d'euros et une baisse du dépôt de garantie apporté à Crédit Agricole S.A de 10,7 millions d'euros.

Note 1.4 Événements postérieurs à l'exercice 2020

Néant

Note 2**PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de la Réunion n'a pas été concerné par des changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent.

Note 2.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de

concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque de crédit conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel

lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("*Loss Given Default*" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.
 - Dégradation significative du risque de crédit

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion doit apprécier, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Afin d'apprecier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absous Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;

- un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles du crédit. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Pour les encours évalués à partir d'un dispositif de notations internes (en particulier les expositions suivies en méthodes avancées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans ce dispositif permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la provision peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (reclassement en encours sains).

Lorsque certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne sont pas identifiables au niveau d'un encours pris isolément, une appréciation est faite de la dégradation significative pour des portefeuilles, des ensembles de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'encours.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;

- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'encours aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un évènement en particulier, le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs évènements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse (appréciation par la Direction des Risques).

Parmi les encours douteux, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

- Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

- Traitements comptables des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de

son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Risques-pays

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaisance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration. Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était douteuse au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains évènements (nouveaux incidents par exemple).

Note 2.2 Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de placements collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût

d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est constituée conformément aux dispositions du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières, du règlement ANC 2014-07; elle est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet

d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à

l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion n'a pas opéré, en 2020, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

Note 2.3 Immobilisations

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Il applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des

amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

| Composant | Durée d'amortissement |
|--------------------------|-----------------------|
| Foncier | Non amortissable |
| Gros œuvre | 25 ans |
| Second œuvre | 15 ans |
| Installations techniques | 8 à 10 ans |
| Agencements | 8 à 10 ans |
| Matériel informatique | 5 ans |
| Matériel spécialisé | 3 ans |

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

Note 2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Note 2.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuarial.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

Note 2.6 Provisions

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

Provision pour risques sur GIE d'investissement

Afin de donner une image fidèle de ses comptes, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

Note 2.7 Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)

Conformément aux dispositions prévues par la IVème directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Note 2.8 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la

stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément à l'article 2525-3 du règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciens ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Opérations complexes

Une opération complexe se définit comme une combinaison synthétique d'instruments (de types, natures et modes d'évaluation identiques ou différents) comptabilisée en un seul lot ou comme une opération dont la comptabilisation ne relève pas d'une réglementation explicite et qui implique, de la part de l'établissement, un choix de principe.

Note 2.9 Opérations en devises

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion à l'étranger.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Note 2.10 Intégration des succursales à l'étranger

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion ne dispose pas de succursales à l'étranger.

Note 2.11 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 28 et 29.

Note 2.12 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord du 31 mai 2018 "Accord d'intéressement 2018-2020".

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

Note 2.13 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion a appliqué, à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de ce règlement, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projétés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent-être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

Note 2.14 Stock-options et souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise

Souscriptions d'actions dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'inaccessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

Note 2.15 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion.

Note 2.16 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Note 3

**CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE
RESIDUELLE**

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | | | | | 31/12/2019 |
|---|----------------|-----------------|----------------|---------------|--------------------|---------------------|----------------|----------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Créances rattachées | Total | |
| Établissements de crédit | | | | | | | | |
| Comptes et prêts : | | | | | | | | |
| à vue | 1 746 | | | | 1 746 | | 1 746 | 11 390 |
| à terme | 19 606 | | | | 35 954 | 21 | 35 975 | 13 151 |
| Valeurs reçues en pension | | | | | | | | |
| Titres reçus en pension livrée | | 24 550 | | | 24 550 | 59 | 24 609 | 24 949 |
| Prêts subordonnés | | | | | 1 196 | 1 196 | 1 196 | 1 196 |
| Total | 21 352 | 24 550 | | | 17 544 | 63 446 | 80 | 63 526 |
| Dépréciations | | | | | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | | | | 63 526 | 50 686 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | | | | | | | |
| Comptes ordinaires | 315 599 | | | | 315 599 | | 315 599 | 165 466 |
| Comptes et avances à terme | 60 075 | 5 533 | 97 012 | 48 197 | 210 817 | 3 732 | 214 549 | 199 568 |
| Titres reçus en pension livrée | | 80 556 | | | 80 556 | | 80 556 | |
| Prêts subordonnés | | | | | | | | |
| Total | 456 230 | 5 533 | 97 012 | 48 197 | 606 972 | 3 732 | 610 704 | 365 034 |
| Dépréciations | | | | | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | | | | 610 704 | 365 034 |
| TOTAL | | | | | | | 674 230 | 415 720 |

Commentaires:

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 1 196 milliers d'euros.

Les créances sur les établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4**OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE**

Au 31 décembre 2020, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le montant des encours de prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés par Crédit Agricole de La Réunion s'élève à 373 468 milliers d'euros et celui des reports d'échéances d'encours de prêts à la clientèle à 40 millions d'euros (dont 2 561 milliers d'euros de pauses d'échéances).

Note 4.1 Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | | | | 31/12/2019 |
|----------------------------------|------------|-----------------|----------------|-----------|--------------------|---------------------|------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Créances rattachées | Total |
| Créances commerciales | 9 564 | 10 537 | | | 20 101 | | 20 101 |
| Autres concours à la clientèle | 299 181 | 832 221 | 1 750 463 | 2 676 510 | 5 558 375 | 22 404 | 5 580 779 |
| Valeurs reçues en pension livrée | | | | | 72 703 | 87 | 72 790 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 72 703 | | | | | | 79 969 |
| Dépréciations | | | | | | -127 689 | -124 922 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | | | | 5 545 981 |
| | | | | | | | 4 682 328 |

Commentaires :

Il n'y a pas de prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle en 2020.

Parmi les créances sur la clientèle 1 797 206 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2020 contre 427 379 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 43 862 milliers au 31 décembre 2020 d'euros contre 21 312 milliers d'euros au 31 décembre 2019. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

Note 4.2 Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|------------------|------------------|
| France (y compris DOM-TOM) | 5 649 328 | 4 784 005 |
| Autres pays de l'U.E. | 342 | 368 |
| Autres pays d'Europe | 183 | 199 |
| Amérique du Nord | 2 | 4 |
| Amérique Centrale et du Sud | 2 | 119 |
| Afrique et Moyen-Orient | 1 138 | 1 154 |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 184 | 98 |
| Japon | | |
| Non ventilés et organismes internationaux | | |
| Total en principal | 5 651 179 | 4 785 947 |
| Créances rattachées | 22 491 | 21 303 |
| Dépréciations | -127 689 | -124 922 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 5 545 981 | 4 682 328 |

Note 4.3 Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | | | 31/12/2019 | | | | |
|---|------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|---|------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|---|
| | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dépréciations des encours douteux compromis | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dépréciations des encours douteux compromis |
| France (y compris DOM-TOM) | 5 671 817 | 221 329 | 139 611 | -127 689 | -101 576 | 4 805 306 | 182 329 | 144 729 | -124 922 | -106 917 |
| Autres pays de l'U.E. | 343 | | | | | 369 | | | | |
| Autres pays d'Europe | 183 | | | | | 199 | | | | |
| Amérique du Nord | 2 | 2 | 2 | | | 4 | 2 | 2 | | |
| Amérique Centrale et du Sud | 2 | | | | | 119 | | | | |
| Afrique et Moyen-Orient | 1 139 | 7 | 7 | | | 1 155 | 7 | 7 | | |
| Asie et Océanie (hors Japon) | 184 | | | | | 98 | | | | |
| Japon | | | | | | | | | | |
| Non ventilés et organismes internationaux | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 5 673 670 | 221 338 | 139 620 | -127 689 | -101 576 | 4 807 250 | 182 338 | 144 738 | -124 922 | -106 917 |

Note 4.4 Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | | | 31/12/2019 | | | | |
|------------------------------|------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|---|------------------|----------------------|--------------------------------|-----------------------------------|---|
| | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dépréciations des encours douteux compromis | Encours brut | Dont encours douteux | Dont encours douteux compromis | Dépréciations des encours douteux | Dépréciations des encours douteux compromis |
| Particuliers | 2 781 351 | 71 951 | 48 583 | -34 120 | -27 462 | 2 525 762 | 63 382 | 44 168 | -32 940 | -26 002 |
| Agriculteurs | 170 538 | 12 925 | 6 420 | -7 521 | -4 777 | 151 890 | 8 601 | 5 791 | -5 982 | -4 254 |
| Autres professionnels | 820 280 | 27 427 | 19 489 | -18 563 | -15 184 | 607 196 | 25 233 | 18 935 | -18 523 | -14 890 |
| Clientèle financière | 198 424 | 5 393 | 3 279 | -3 149 | -2 548 | 183 947 | 9 510 | 8 349 | -5 752 | -5 304 |
| Entreprises | 1 244 298 | 97 618 | 61 705 | -62 927 | -51 484 | 942 356 | 74 973 | 67 283 | -61 165 | -56 287 |
| Collectivités publiques | 426 215 | 5 869 | | -1 280 | | 370 596 | | | | |
| Autres agents économiques | 32 564 | 155 | 144 | -129 | -121 | 25 503 | 639 | 212 | -560 | -180 |
| TOTAL | 5 673 670 | 221 338 | 139 620 | -127 689 | -101 576 | 4 807 250 | 182 338 | 144 738 | -124 922 | -106 917 |

**Note 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES
DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE**

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | | | 31/12/2019 |
|---|-------------|----------------|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| | Transaction | Placement | Titres de l'activité de portefeuille | Investissement | Total | Total |
| Effets publics et valeurs assimilées : | | | | 126 545 | 126 545 | 126 422 |
| dont surcote restant à amortir | | | | | | |
| dont décote restant à amortir | | | | | | |
| Créances rattachées | | | | 1 039 | 1 039 | 1 039 |
| Dépréciations | | | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | 127 584 | 127 584 | 127 461 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe (1): | | | | | | |
| Emis par organismes publics | | | | 50 225 | 50 225 | 50 305 |
| Autres émetteurs | | 364 | | 259 158 | 259 522 | 362 135 |
| dont surcote restant à amortir | | | | | | |
| dont décote restant à amortir | | | | | | |
| Créances rattachées | | 3 | | 1 859 | 1 862 | 1 865 |
| Dépréciations | | | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | 367 | | 311 242 | 311 609 | 414 305 |
| Actions et autres titres à revenu variable | | 109 113 | | | 109 113 | 95 031 |
| Créances rattachées | | | | | | |
| Dépréciations | | -539 | | | -539 | -500 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | 108 574 | | | 108 574 | 94 531 |
| TOTAL | | 108 941 | | 438 826 | 547 767 | 636 297 |
| Valeurs estimatives | | 117 801 | | 462 181 | 579 982 | 668 584 |

(1) dont 17 363 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2020 et 30 763 milliers d'euros au 31 décembre 2019

Transferts de titres en cours d'exercice :

La Caisse régionale de Crédit Agricole de la Réunion n'a pas effectué de transfert de titres durant l'exercice 2020.

Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 8 862 milliers d'euros au 31 décembre 2020, contre 7 987 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 26 377 milliers d'euros au 31 décembre 2020, contre 27 531 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -123 milliers d'euros au 31 décembre 2020, contre -327 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Note 5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

| (En milliers d'euros) | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|-------------------|-------------------|
| Administration et banques centrales (y compris Etats) | 50 225 | 50 305 |
| Etablissements de crédit | 110 143 | 110 624 |
| Clientèle financière | 209 114 | 297 632 |
| Collectivités locales | | |
| Entreprises, assurances et autres clientèles | 49 378 | 48 910 |
| Divers et non ventilés | | |
| Total en principal | 418 860 | 507 471 |
| Créances rattachées | 1 862 | 1 865 |
| Dépréciations | -539 | -500 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 420 183 | 508 836 |

Note 5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | | 31/12/2019 | | | |
|----------------------------------|--|--------------------------------------|--|----------------|--|--------------------------------------|--|----------------|
| | Obligations et autres titres à revenu fixe | Effets publics et valeurs assimilées | Actions et autres titres à revenu variable | Total | Obligations et autres titres à revenu fixe | Effets publics et valeurs assimilées | Actions et autres titres à revenu variable | Total |
| Titres à revenu fixe ou variable | 309 747 | 126 545 | 109 113 | 545 405 | 412 440 | 126 422 | 95 031 | 633 893 |
| dont titres cotés | 203 901 | 126 545 | | 330 446 | 204 004 | 126 422 | | 330 426 |
| dont titres non cotés (1) | 105 846 | | 109 113 | 214 959 | 208 436 | | 95 031 | 303 467 |
| Créances rattachées | 1 862 | 1 039 | | 2 901 | 1 865 | 1 039 | | 2 904 |
| Dépréciations | | | -539 | -539 | | | -500 | -500 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 311 609 | 127 584 | 108 574 | 547 767 | 414 305 | 127 461 | 94 531 | 636 297 |

(1) La répartition des parts d'OPCVM est la suivante :

OPCVM français 105 080 milliers d'euros

dont OPCVM français de capitalisation 82 964 milliers d'euros

OPCVM étrangers 3 495 milliers d'euros

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion ne détient pas des OPCVM étrangers de capitalisation.

Les OPCVM sous contrôle exclusif figurent à l'actif du bilan pour 55 045 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2020 s'élève à 40 019 milliers d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 31 décembre 2020 :

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Valeur d'inventaire | Valeur liquidative |
|------------------------------|---------------------|--------------------|
| OPCVM monétaires | 15 985 | 16 260 |
| OPCVM obligataires | 65 026 | 72 992 |
| OPCVM actions | | |
| OPCVM autres | 27 563 | 28 179 |
| TOTAL | 108 574 | 117 431 |

Note 5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | | | | | 31/12/2019 |
|--|--------------|-----------------|----------------|----------------|--------------------|---------------------|----------------|----------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Créances rattachées | Total | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | | | | | | | | |
| Valeur Brute | | 9 884 | 159 440 | 140 423 | 309 747 | 1 862 | 311 609 | 414 305 |
| Dépréciations | | | | | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 9 884 | 159 440 | 140 423 | 309 747 | 1 862 | 311 609 | 414 305 | |
| Effets publics et valeurs assimilées | | | | | | | | |
| Valeur Brute | | | 116 702 | 9 843 | 126 545 | 1 039 | 127 584 | 127 461 |
| Dépréciations | | | | | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | 116 702 | 9 843 | 126 545 | 1 039 | 127 584 | 127 461 |

Note 5.4 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | 31/12/2019 | |
|------------------------------|----------------|----------------------|----------------|----------------------|
| | Encours bruts | Dont Encours douteux | Encours bruts | Dont Encours douteux |
| France (y compris DOM-TOM) | 337 266 | | 437 493 | |
| Autres pays de l'U.E. | 94 279 | | 96 555 | |
| Autres pays d'Europe | 4 747 | | 4 814 | |
| Amérique du Nord | | | | |
| Amérique Centrale et du Sud | | | | |
| Afrique et Moyen-Orient | | | | |
| Asie et Océanie (hors Japon) | | | | |
| Japon | | | | |
| Total en principal | 436 292 | | 538 862 | |
| Créances rattachées | 2 901 | | 2 904 | |
| Dépréciations | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 439 193 | | 541 766 | |

Note 6

TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

| INFORMATIONS FINANCIERES FILIALES ET PARTICIPATIONS | Capital (*) | Capitaux propres autres que le capital (*) | Quote-part de capital détenue | Valeurs comptables des titres détenus | | Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés | Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (*) | Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (*) | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
|---|-------------|--|-------------------------------|---------------------------------------|----------------|--|--|--|--|
| | | | | Brutes | Nettes | | | | |
| Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital | | | | | | | | | |
| Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit | | | | 0 | 0 | 0 | | | |
| Participations dans des établissements de crédit | | | | 0 | 0 | 0 | | | |
| Autres parts dans les entreprises liées | | | | <u>47 606</u> | <u>39 524</u> | <u>48 246</u> | | | |
| SCI LA GRENOUILLE | 3 419 | -651 | 99,56% | 3 404 | 3 404 | | 142 | -17 | |
| SCI CA LA MONTAGNE | 144 | -29 | 100,00% | 319 | 89 | 661 | 90 | 25 | |
| SCI VEGELIA | 2 785 | -536 | 99,70% | 2 777 | 2 777 | | 99 | -59 | |
| SCI RUN DEVELOPPEMENT | 10 | -8 439 | 99,90% | 10 | 10 | 46 050 | 1 743 | -492 | |
| SCI Tamarinier | 11 510 | -1 808 | 100,00% | 11 510 | 9 582 | | 482 | -1 388 | |
| SCI LA RAVINE | 2 010 | -812 | 100,00% | 2 010 | 1 160 | | 68 | -192 | |
| SCI GRAND SUD | 7 510 | -1 737 | 100,00% | 7 510 | 5 669 | | 330 | -807 | |
| CA RUN PARTICIPATIONS | 137 | -76 | 100,00% | 137 | 137 | 23 | 0 | -6 | |
| DEFISCAM | 10 | -48 | 100,00% | 10 | 0 | 48 | 0 | -4 | |
| SNC VACOA | 1 | -830 | 99,90% | 1 | 0 | | 0 | 0 | |
| SAS IMMOCAM | 8 700 | 259 | 100,00% | 8 700 | 8 700 | | 0 | 173 | 164 |
| SCI PAILLE EN QUEUE | 960 | -145 | 100,00% | 960 | 793 | | 37 | -31 | |
| SAS LES TOURTERELLES | 1 | -60 | 100,00% | 1 | 0 | | 0 | 106 | |
| SAS LE VILLAGE BY CA REUNION | 600 | -54 | 100,00% | 600 | 546 | 300 | 474 | 51 | |
| SAS LES DOMAINES DE LA CONVENANCE | 738 | 22 | 100,00% | 9 657 | 6 657 | 1 164 | 95 | -1 039 | |
| Autres titres de participations | | | | <u>239 154</u> | <u>232 480</u> | <u>268</u> | | | |
| SACAM PARTICIPATIONS | 62 558 | 23 542 | 1,66% | 1 203 | 1 203 | | 7 350 | 6 794 | 107 |
| SACAM AVENIR | 217 698 | -232 | 1,49% | 3 233 | 1 580 | 197 | 0 | -28 | |
| SACAM IMMOBILIER | 139 588 | 5 120 | 1,59% | 2 926 | 2 926 | | 0 | 4 071 | 62 |
| SEFAR | 11 303 | 5 610 | 9,08% | 1 026 | 1 026 | | 0 | 329 | |
| SACAM MUTUALISATION | 18 556 677 | 8 147 | 1,16% | 215 149 | 215 149 | | 279 098 | 276 581 | 3 150 |
| HABITAT RURAL | 440 | -1 029 | 4,39% | 18 | 0 | | 2 509 | -177 | |
| SAFER | 216 | 3 490 | 19,58% | 179 | 179 | | 3 609 | 475 | |
| SAPHIR | 622 | 5 503 | 2,41% | 3 | 3 | | 13 405 | 892 | |
| REUNION TELECOM | 572 | 5 087 | 86,01% | 3 248 | 3 248 | | 8 425 | 2 137 | 1 746 |
| OCTAVIA FINANCE OUTREMER | 10 | 236 | 35,00% | 4 | 4 | | 564 | -11 | |
| C2MS | 53 053 | 11 957 | 1,43% | 760 | 760 | | 0 | 4 024 | |

| | | | | | | | | | |
|--|----------------|----------------|---------|----------------|----------------|--------------|-----------|---------------|-------|
| SACAM INTERNATIONAL DEP | 522 023 | 76 003 | 1,15% | 10 306 | 5 407 | | 36 210 | 35 880 | 144 |
| SCICAR | 8 | 102 | 100,00% | 8 | 8 | | 9 | 2 | |
| REUNION ECO EX | 917 | -640 | 16,37% | 150 | 45 | | 0 | -172 | |
| SAS DELTA | 79 550 | -1 703 | 1,08% | 862 | 862 | | 0 | -31 | |
| SAS CA-CHEQUES | 3 280 | 162 | 2,44% | 80 | 80 | | 19 070 | 0 | |
| IFCAM | | | 0,00% | 0 | 0 | 71 | | | |
| Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital | | | | | | | | | |
| Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit | | | | 0 | 0 | 0 | | | |
| Participations dans des établissements de crédit | | | | | | | | | |
| Autres parts dans les entreprises liées | | | | | | | | | |
| Autres titres de participations | | | | <u>155 702</u> | <u>155 385</u> | <u>9 758</u> | | | |
| SODEGIS | 9 014 | 99 174 | 0,64% | 32 | 32 | | 25 696 | 4 862 | |
| CA TITRES | 15 245 | 43 473 | 0,20% | 22 | 22 | | 148 943 | 250 | |
| CA Payments & Services | 511 | 39 777 | 0,37% | 182 | 182 | | 8 298 | 118 | |
| SAS MIROMESNIL | 38 | -11 | 0,63% | 0 | 0 | | 8 | 1 | |
| SAS SEGUR | 38 | -9 | 0,63% | 0 | 0 | | 8 | 1 | |
| SACAM DEVELOPPEMENT | 725 471 | 17 471 | 0,63% | 4 612 | 4 612 | 1 545 | 0 | 9 696 | 59 |
| Rue La Boétie | 2 744 903 | 16 536 119 | 0,73% | 149 588 | 149 588 | 8 213 | 1 112 639 | 1 111 686 | 8 213 |
| SACAM ASSURANCE CAUTION | 13 713 | 22 668 | 0,75% | 346 | 346 | | 1 549 | 1 512 | 11 |
| CAAS | 26 369 | -15 856 | 0,01% | 0 | 0 | | 512 254 | -5 847 | |
| CA Protection et Sécurité | 511 | 39 777 | 0,03% | 19 | 19 | | 82 002 | 377 | 0,45 |
| SACAM FIRECA | 55 594 | -2 848 | 0,97% | 790 | 516 | | 0 | -2 885 | |
| FIRECA EXPERIMENTATIONS | 15 242 | -1 070 | 0,48% | 111 | 68 | | 0 | -1 061 | |
| TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES ET PARTICIPATIONS | 442 462 | 427 389 | | 58 272 | | | | 13 656 | |

(*) Ces données concernent l'exercice 2019

Note 6.1 Valeur estimative des titres de participation

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | 31/12/2019 | |
|--|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|
| | Valeur au bilan | Valeur estimative | Valeur au bilan | Valeur estimative |
| Parts dans les entreprises liées | | | | |
| Titres non cotés | 47 605 | 39 524 | 47 605 | 45 216 |
| Titres cotés | | | | |
| Avances consolidables | 48 247 | 48 246 | 46 978 | 46 978 |
| Créances rattachées | 105 | 105 | 2 510 | 2 510 |
| Dépréciations | -8 082 | | -2 390 | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 87 875 | 87 875 | 94 703 | 94 704 |
| Titres de participation et autres titres détenus à long terme | | | | |
| Titres de participation | | | | |
| Titres non cotés | 394 855 | 529 676 | 394 499 | 511 417 |
| Titres cotés | | | | |
| Avances consolidables | 10 026 | 10 026 | 1 616 | 1 616 |
| Créances rattachées | 30 | 30 | 36 | 36 |
| Dépréciations | -6 991 | | -4 275 | |
| Sous-total titres de participation | 397 920 | 539 732 | 391 876 | 513 069 |
| Autres titres détenus à long terme | | | | |
| Titres non cotés | 2 584 | 2 603 | 1 373 | 1 347 |
| Titres cotés | | | | |
| Avances consolidables | | | | |
| Créances rattachées | | | | |
| Dépréciations | | | -72 | |
| Sous-total autres titres détenus à long terme | 2 584 | 2 603 | 1 301 | 1 347 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 400 504 | 542 335 | 393 177 | 514 416 |
| TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION | 488 379 | 630 210 | 487 880 | 609 120 |

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | 31/12/2019 | |
|------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|-------------------|
| | Valeur au bilan | Valeur estimative | Valeur au bilan | Valeur estimative |
| Total valeurs brutes | | | | |
| Titres non cotés | 445 044 | | 443 477 | |
| Titres cotés | | | | |
| TOTAL | 445 044 | | 443 477 | |

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7**VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE****Immobilisations financières**

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 01/01/2020 | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions, échéance) | Autres mouvements | 31/12/2020 |
|--|----------------|---------------------------------|--|----------------------|----------------|
| Parts dans les entreprises liées | | | | | |
| Valeurs brutes | 47 605 | | | | 47 605 |
| Avances consolidables | 46 978 | 3 289 | -2 020 | | 48 247 |
| Créances rattachées | 2 510 | 846 | -3 251 | | 105 |
| Dépréciations | -2 390 | -5 692 | | | -8 082 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 94 703 | -1 557 | -5 271 | | 87 875 |
| Titres de participation et autres titres détenus à long terme | | | | | |
| Titres de participation | | | | | |
| Valeurs brutes | 394 499 | 713 | -357 | | 394 855 |
| Avances consolidables | 1 616 | 8 410 | | | 10 026 |
| Créances rattachées | 36 | 67 | -73 | | 30 |
| Dépréciations | -4 275 | -3 039 | 323 | | -6 991 |
| Sous-total titres de participation | 391 876 | 6 151 | -107 | | 397 920 |
| Autres titres détenus à long terme | | | | | |
| Valeurs brutes | 1 373 | 1 211 | | | 2 584 |
| Avances consolidables | | | | | |
| Créances rattachées | | | | | |
| Dépréciations | -72 | | 72 | | |
| Sous-total autres titres détenus à long terme | 1 301 | 1 211 | 72 | | 2 584 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 393 177 | 7 362 | -35 | | 400 504 |
| TOTAL | 487 880 | 5 805 | -5 306 | | 488 379 |

Immobilisations corporelles et incorporelles

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 01/01/2020 | Augmentations (acquisitions) | Diminutions (cessions, échéance) | Autres mouvements (1) | 31/12/2020 |
|---|---------------|---------------------------------|--|--------------------------|---------------|
| Immobilisations corporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | 97 507 | 9 099 | -2 769 | | 103 837 |
| Amortissements et dépréciations | -59 892 | -4 780 | 2 562 | | -62 110 |
| Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | | | | | |
| Amortissements et dépréciations | | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 37 615 | 4 319 | -207 | | 41 727 |
| Immobilisations incorporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | 1 560 | | -13 | | 1 547 |
| Amortissements et dépréciations | -573 | -10 | 13 | | -570 |
| Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles | | | | | |
| Valeurs brutes | | | | | |
| Amortissements et dépréciations | | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 987 | -10 | | | 977 |
| TOTAL | 38 602 | 4 309 | -207 | | 42 704 |

Note 8 ACTIONS PROPRES

Néant

Note 9**COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS**

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|-------------------|-------------------|
| Autres actifs (1) | | |
| Instruments conditionnels achetés | | |
| Comptes de stock et emplois divers | 1 348 | 2 435 |
| Débiteurs divers (2) | 93 968 | 80 227 |
| Gestion collective des titres Livret de développement durable | | |
| Comptes de règlement | 197 | 78 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 95 513 | 82 740 |
| Comptes de régularisation | | |
| Comptes d'encaissement et de transfert | 10 649 | 5 552 |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écart | 9 | |
| Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers | | |
| Charges constatées d'avance | 292 | 333 |
| Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme | 3 542 | 3 616 |
| Autres produits à recevoir | 37 923 | 29 061 |
| Charges à répartir | | |
| Autres comptes de régularisation | 14 736 | 9 992 |
| VALEUR NETTE AU BILAN | 67 151 | 48 554 |
| TOTAL | 162 664 | 131 294 |

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 840 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Note 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Solde au 01/01/2020 | Dotations | Reprises et utilisations | Désactualisation | Autres mouvements | Solde au 31/12/2020 |
|---|------------------------|---------------|-----------------------------|------------------|----------------------|------------------------|
| Sur opérations interbancaires et assimilées | | | | | | |
| Sur créances clientèle | 124 922 | 27 063 | -22 752 | -1 544 | | 127 689 |
| Sur opérations sur titres | 500 | 134 | -95 | | | 539 |
| Sur valeurs immobilisées | 6 738 | 8 731 | -395 | | | 15 074 |
| Sur autres actifs | 525 | 11 | -290 | | | 246 |
| TOTAL | 132 685 | 35 939 | -23 532 | -1 544 | | 143 548 |

Note 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | | | | 31/12/2019 |
|---|----------------|-----------------|------------------|----------------|--------------------|-------------------|------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total |
| Établissements de crédit | | | | | | | |
| Comptes et emprunts : | | | | | | | |
| à vue | 918 | | | 17 743 | 918 | 918 | 931 |
| à terme | | | | | 17 743 | 3 | 17 746 |
| Valeurs données en pension | | | | | | | |
| Titres donnés en pension livrée | | 24 549 | | | 24 549 | 57 | 24 606 |
| VALEUR AU BILAN | 918 | 24 549 | | 17 743 | 43 210 | 60 | 43 270 |
| | | | | | | | 37 103 |
| Opérations internes au Crédit Agricole | | | | | | | |
| Comptes ordinaires | 2 015 | | | | 2 015 | 34 | 2 049 |
| Comptes et avances à terme | 366 719 | 582 188 | 1 450 358 | 934 614 | 3 333 879 | 2 479 | 3 336 358 |
| Titres donnés en pension livrée | 80 556 | | | | 80 556 | 4 | 80 560 |
| VALEUR AU BILAN | 449 290 | 582 188 | 1 450 358 | 934 614 | 3 416 450 | 2 517 | 3 418 967 |
| TOTAL | 450 208 | 606 737 | 1 450 358 | 952 357 | 3 459 660 | 2 577 | 3 462 237 |
| | | | | | | | 2 946 290 |
| | | | | | | | 2 983 393 |

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale.

Note 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

Note 12.1 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | | | | | 31/12/2019 |
|--------------------------------------|------------------|-----------------|----------------|--------------|--------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total | Total |
| Comptes ordinaires créditeurs | 2 673 474 | | | | 2 673 474 | 6 | 2 673 480 | 2 052 006 |
| Comptes d'épargne à régime spécial : | 4 998 | | | | 4 998 | | 4 998 | 5 697 |
| à vue | 4 998 | | | | 4 998 | | 4 998 | 5 697 |
| à terme | | | | | | | | |
| Autres dettes envers la clientèle : | 34 611 | 20 340 | 70 137 | 1 370 | 126 458 | 476 | 126 934 | 130 109 |
| à vue | 21 749 | | | | 21 749 | | 21 749 | 5 961 |
| à terme | 12 862 | 20 340 | 70 137 | 1 370 | 104 709 | 476 | 105 185 | 124 148 |
| Valeurs données en pension livrée | | | | | | | | |
| VALEUR AU BILAN | 2 713 083 | 20 340 | 70 137 | 1 370 | 2 804 930 | 482 | 2 805 412 | 2 187 812 |

Note 12.2 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par zone géographique

L'essentiel des opérations sont localisées en France (y compris DOM-TOM).

Note 12.3 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|------------------------------|------------------|------------------|
| Particuliers | 847 903 | 738 986 |
| Agriculteurs | 137 387 | 127 379 |
| Autres professionnels | 214 777 | 168 734 |
| Clientèle financière | 122 313 | 62 102 |
| Entreprises | 1 344 995 | 995 427 |
| Collectivités publiques | 24 248 | 7 460 |
| Autres agents économiques | 113 307 | 87 209 |
| Total en principal | 2 804 930 | 2 187 297 |
| Dettes rattachées | 482 | 515 |
| VALEUR AU BILAN | 2 805 412 | 2 187 812 |

Note 13 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

Note 13.1 Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | | | | 31/12/2019 |
|---|------------|-----------------|----------------|---------|--------------------|-------------------|---------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total |
| Bons de caisse | | | | | | | |
| Titres du marché interbancaire | | | | | | | |
| Titres de créances négociables | | | | | | | |
| Emprunts obligataires | | | | | | | |
| Autres dettes représentées par un titre | | | | | | | |
| VALEUR NETTE AU BILAN | | | | | | | 75 000 |

Note 13.2 Emprunts obligataires (par monnaie d'émission)

Non applicable.

Note 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|----------------|----------------|
| Autres passifs (1) | | |
| Opérations de contrepartie (titres de transaction) | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | |
| Instruments conditionnels vendus | | |
| Comptes de règlement et de négociation | | |
| Créditeurs divers | 34 684 | 31 993 |
| Versements restant à effectuer sur titres | 10 676 | 11 570 |
| VALEUR AU BILAN | 45 360 | 43 563 |
| Comptes de régularisation | | |
| Comptes d'encaissement et de transfert | 3 291 | 12 795 |
| Comptes d'ajustement et comptes d'écart | 18 | 17 |
| Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers | | |
| Produits constatés d'avance | 28 478 | 29 070 |
| Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme | 2 633 | 1 897 |
| Autres charges à payer | 40 738 | 43 831 |
| Autres comptes de régularisation | 9 121 | 8 473 |
| VALEUR AU BILAN | 84 279 | 96 083 |
| TOTAL | 129 639 | 139 646 |

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Note 15 PROVISIONS

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Solde au 01/01/2020 | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Autres mouvements | Solde au 31/12/2020 |
|--|------------------------|----------------|-----------------------|---------------------------|----------------------|------------------------|
| Provisions pour engagements de retraite et assimilés | 15 | 449 | -418 | -15 | | 31 |
| Provisions pour autres engagements sociaux | 798 | 65 | | -36 | | 827 |
| Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature | 7 721 | 18 465 | | -15 488 | | 10 698 |
| Provisions pour litiges fiscaux (1) | 98 | | | | | 98 |
| Provisions pour autres litiges | 3 530 | 88 | -530 | -727 | | 2 361 |
| Provisions pour risques pays | | | | | | |
| Provisions pour risques de crédit (2) | 31 841 | 96 873 | | -90 164 | | 38 550 |
| Provisions pour restructurations | | | | | | |
| Provisions pour impôts (3) | 15 461 | 568 | | -854 | | 15 175 |
| Provisions sur participations (6) | | | | | | |
| Provisions pour risques opérationnels (4) | 1 075 | 446 | -180 | -771 | | 570 |
| Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (5) | 2 474 | 411 | | -118 | | 2 767 |
| Autres provisions | 1 747 | 1 316 | -598 | -773 | | 1 692 |
| VALEUR AU BILAN | 64 760 | 118 681 | -1 726 | -108 946 | | 72 769 |

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Un montant de provisions "Forward Looking Central" est calculé selon un paramétrage établi en central prenant en compte des informations prospectives. Un complément de provisions "Forward Looking Local" est ensuite calculé à la Caisse régionale de Crédit Agricole de la Réunion sur un périmètre de filières établi également par la Caisse régionale. Le stock au 31/12/2020 est composé de 11 427 milliers d'euros sur créances saines et 27 123 milliers d'euros sur créances dégradées.

(3) Comprend les impôts dus lors des abandons de créances dans le cadre des opérations de défiscalisation.

(4) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(5) Cf note 16 ci-après

Note 16 EPARGNE LOGEMENT

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

| (En milliers d'euros) | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|----------------|----------------|
| Plans d'épargne-logement | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | 29 579 | 44 631 |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 150 766 | 126 541 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 166 771 | 171 336 |
| Total plans d'épargne-logement | 347 116 | 342 508 |
| Total comptes épargne-logement | 65 204 | 63 121 |
| TOTAL ENCOURS COLLECTÉS AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT | 412 320 | 405 629 |

L'ancienneté est déterminée conformément au Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| (En milliers d'euros) | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|------------|--------------|
| Plans d'épargne-logement | 437 | 630 |
| Comptes épargne-logement | 360 | 521 |
| TOTAL ENCOURS DE CREDIT EN VIE OCTROYÉS AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT | 797 | 1 151 |

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

| (En milliers d'euros) | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|--------------|--------------|
| Plans d'épargne-logement | | |
| Ancienneté de moins de 4 ans | 213 | 162 |
| Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans | 1 118 | 1 223 |
| Ancienneté de plus de 10 ans | 1 435 | 1 087 |
| Total plans d'épargne-logement | 2 766 | 2 473 |
| Total comptes épargne-logement | | |
| TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT | 2 766 | 2 473 |

| (En milliers d'euros) | 01/01/2020 | Dotations | Reprises | 31/12/2020 |
|---|--------------|------------|------------|--------------|
| Plans d'épargne-logement | 2 473 | 411 | 118 | 2 766 |
| Comptes épargne-logement | | | | |
| TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT | 2 473 | 411 | 118 | 2 766 |

La dotation de la provision épargne logement au 31 décembre 2020 est liée à l'actualisation des paramètres de calcul et notamment à la baisse de la marge collecte.

Note 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Définitions :

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entreprise verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

D'autre part, la recommandation 2013-02 du 07 novembre 2013, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014, reprend les dispositions de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel, à l'exception de celles relatives aux avantages à court terme et à ceux payés sous forme d'instrument de capitaux propres.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion est placée sous les régimes à prestations définies.

Variations de la dette actuarielle

| (En milliers d'euros) | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|---------------|---------------|
| Dette actuarielle au 31/12/N-1 | 24 089 | 23 514 |
| Coût des services rendus sur l'exercice | 1 325 | 1 618 |
| Coût financier | 231 | 332 |
| Cotisations employés | | |
| Modifications, réductions et liquidations de régime | -1 465 | - 1710 |
| Variation de périmètre | -127 | -81 |
| Indemnités de cessation d'activité | | |
| Prestations versées (obligatoire) | -660 | -478 |
| (Gains) / pertes actuariels | 343 | 892 |
| DETTE ACTUARIELLE AU 31/12/N | 23 736 | 24 087 |

Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

| (En milliers d'euros) | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|--------------|------------|
| Coût des services rendus | 1 325 | 1 618 |
| Coût financier | 231 | 332 |
| Rendement attendu des actifs | -62 | - 197 |
| Coût des services passés | -1 465 | - 1710 |
| (Gains) / pertes actuariels net | 313 | 259 |
| (Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes | | |
| (Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif | 1 148 | 356 |
| CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT | 1 490 | 658 |

Variations de juste valeur des actifs des régimes

| (En milliers d'euros) | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|---------------|---------------|
| Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1 | 20 885 | 20 566 |
| Rendement attendu des actifs | 62 | 197 |
| Gains / (pertes) actuariels | 81 | 3 |
| Cotisations payées par l'employeur | 1 474 | 678 |
| Cotisations payées par les employés | | |
| Modifications, réductions et liquidations de régime | | |
| Variation de périmètre | -127 | -81 |
| Indemnités de cessation d'activité | | |
| Prestations payées par le fonds | -660 | -478 |
| JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT AU 31/12/N | 21 715 | 20 885 |

Composition des actifs des régimes

| Information sur les actifs des régimes | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|------------|------------|
| Composition des actifs | | |
| % d'obligations | 81,9% | 82,8% |
| % d'actions | 10,6% | 10,3% |
| % autres actifs | 7,5% | 6,9% |

Variations de la provision

| (En milliers d'euros) | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|------------|------------|
| Dette actuarielle au 31/12/N | -23 736 | -24 088 |
| Impact de la limitation d'actifs | -1 504 | -356 |
| (Gains) / pertes actuariels restant à étaler | 3 496 | 3 546 |
| Juste valeur des actifs fin de période | 21 715 | 20 885 |
| POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS AU 31/12/N | -29 | -14 |

Rendements des actifs des régimes

Les rendements attendus des actifs des régimes au 31 décembre 2020 sont :

- Indemnité de retraite du Président (FOMUGEI) : 0,56%
- Indemnités de retraite et de fin de carrière des Cadres de Direction et indemnités de fin de carrière des salariés : 0,98%

Les rendements effectifs des actifs des régimes au 31 décembre 2020 sont :

- Indemnité de retraite du Président (FOMUGEI) : 1,25%
- Indemnités de retraite et de fin de carrière des Cadres de Direction et indemnités de fin de carrière des salariés : 1,25%

Hypothèses actuarielles utilisées

Au 31 décembre 2020, les taux de sensibilité démontrent que :

Indemnité de retraite du Président (FOMUGEI)

- taux d'actualisation : 0,44%
- une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 0,8% ;
- une variation de moins de 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 0,8%.

Indemnités de Fin de carrière Cadres de Direction

- taux d'actualisation : 0,36%
- une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 3,73% ;
- une variation de moins de 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 3,95%.

Indemnités retraite Cadres de Direction

- taux d'actualisation : 0,36%
- une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 1,72% ;
- une variation de moins de 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 1,80%.

Au titre de l'année 2020, une cotisation exceptionnelle au titre de l'ancien régime de retraites complémentaires des cadres de direction a été versée pour un montant de 405 milliers d'euros.

Indemnités de Fin de carrière Salariés

- taux d'actualisation : 0,36%
- une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 6,20% ;
- une variation de moins de 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6,87%.

Note 18 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Fonds pour risques bancaires généraux | 94 750 | 94 750 |
| VALEUR AU BILAN | 94 750 | 94 750 |

Note 19 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | | | | 31/12/2019 |
|---|---------------|-----------------|----------------|---------------|--------------------|-------------------|------------|
| | ≤ 3 mois | > 3 mois ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | Total en principal | Dettes rattachées | Total |
| Dettes subordonnées à terme | | | | | | | |
| Euro | | | | | | | |
| Autres devises de l'Union Europ. | | | | | | | |
| Franc Suisse | | | | | | | |
| Dollar | | | | | | | |
| Yen | | | | | | | |
| Autres devises | | | | | | | |
| Titres et emprunts participatifs | | | | | | | |
| Autres emprunts subordonnés à terme | | | | | | | |
| Dettes subordonnées à durée indéterminée (1) | | | | | | | |
| Euro | | | | | | | |
| Autres devises de l'Union Europ. | | | | | | | |
| Franc Suisse | | | | | | | |
| Dollar | | | | | | | |
| Yen | | | | | | | |
| Autres devises | | | | | | | |
| Placement des fonds propres des Caisses Locales | | | | | | | |
| Dépôts de garantie à caractère mutuel | | | | | | | |
| VALEUR AU BILAN | 57 549 | 57 549 | 601 | 58 150 | 47 636 | | |

(1) durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Commentaires :

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 601 milliers d'euros au 31 décembre 2020 contre 738 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Note 20 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)

Variation des capitaux propres

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Capitaux propres | | | | | | | |
|------------------------------------|------------------|----------------|--------------------|---|---------------------------------|--|---------------|----------------------------|
| | Capital | Réserve légale | Réserve statutaire | Primes, autres réserves et report à nouveau | Ecart conversion / réévaluation | Provisions réglementées & subventions d'investissement | Résultat | Total des capitaux propres |
| Solde au 31/12/2018 | 48 195 | 498 323 | 1 976 | 246 463 | | | 40 465 | 835 422 |
| Dividendes versés au titre de N-2 | | | | | | | -3 975 | -3 975 |
| Variation de capital | | | | | | | | |
| Variation des primes et réserves | | | | | | | | |
| Affectation du résultat social N-2 | | | | 10 192 | | | -40 767 | |
| Report à nouveau | | | | | -4 277 | | 4 277 | |
| Résultat de l'exercice N-1 | | | | | | | 44 925 | 44 925 |
| Autres variations | | | | | | | | |
| Solde au 31/12/2019 | 48 195 | 528 898 | 1 976 | 252 378 | | | 44 925 | 876 372 |
| Dividendes versés au titre de N-1 | | | | | | | -4 381 | -4 381 |
| Variation de capital | | | | | | | | |
| Variation des primes et réserves | | | | | | | | |
| Affectation du résultat social N-1 | | | | 10 136 | | | -40 544 | |
| Report à nouveau | | | | | | | 38 268 | 38 268 |
| Résultat de l'exercice N | | | | | | | | |
| Autres variations | | | | | | | | |
| Solde au 31/12/2020 | 48 195 | 559 306 | 1 976 | 262 514 | | | 38 268 | 910 259 |

Note 21 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|------------------|------------------|
| | | |
| Capitaux propres | 910 259 | 876 372 |
| Fonds pour risques bancaires généraux | 94 750 | 94 750 |
| Dettes subordonnées et titres participatifs | 58 150 | 47 636 |
| Dépôts de garantie à caractère mutuel | | |
| TOTAL DES FONDS PROPRES | 1 063 159 | 1 018 758 |

Note 22 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

| (En milliers d'euros) | Opérations avec les entreprises liées et les participations | |
|---|---|------------------------|
| | Solde au 31/12/2020 | Solde au 31/12/2019 |
| Créances | | |
| Sur les établissements de crédit et institutions financières | 2 015 | 4 151 |
| Sur la clientèle | 2 015 | 4 151 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | | |
| Dettes | | |
| Sur les établissements de crédits et institutions financières | 74 | 95 |
| Sur la clientèle | 74 | 95 |
| Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées | | |
| Engagements donnés | | |
| Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit | 0 | 0 |
| Engagements de financement en faveur de la clientèle | | |
| Garanties données à des établissements de crédit | | |
| Garanties données à la clientèle | | |
| Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise | | |
| Autres engagements donnés | | |

Note 23 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES

Néant

Note 24 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES

Contributions par devise au bilan

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | 31/12/2019 | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| Euro | 7 561 186 | 7 426 189 | 6 503 712 | 6 348 551 |
| Autres devises de l'Union Europ. | | | | |
| Franc Suisse | | | | |
| Dollar | 19 080 | 19 080 | 21 770 | 21 562 |
| Yen | 5 | 5 | 6 | 6 |
| Autres devises | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Valeur brute | 7 580 273 | 7 445 276 | 6 525 490 | 6 370 121 |
| Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation | 96 491 | 87 940 | 76 564 | 99 248 |
| Dépréciations | -143 548 | | -132 685 | |
| TOTAL | 7 533 216 | 7 533 216 | 6 469 369 | 6 469 369 |

Note 25 OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | 31/12/2019 | |
|---|---------------|---------------|--------------|--------------|
| | A recevoir | A livrer | A recevoir | A livrer |
| Opérations de change au comptant | | | | |
| - Devises | | | | |
| - Euros | | | | |
| Opérations de change à terme | 19 860 | 19 822 | 9 615 | 9 596 |
| - Devises | 9 755 | 9 755 | 4 790 | 4 790 |
| - Euros | 10 105 | 10 067 | 4 825 | 4 806 |
| Prêts et emprunts en devises | | | | |
| TOTAL | 19 860 | 19 822 | 9 615 | 9 596 |

Note 26 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | 31/12/2019 Total |
|--|--------------------------|-------------------------------------|------------------|---------------------|
| | Opérations de couverture | Opérations autres que de couverture | Total | |
| Opérations fermes | 1 704 544 | 165 232 | 1 869 776 | 1 728 913 |
| Opérations sur marchés organisés (1) | | | | |
| Contrats à terme de taux d'intérêt | | | | |
| Contrats à terme de change | | | | |
| Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers | | | | |
| Autres contrats à terme | | | | |
| Opérations de gré à gré (1) | 1 704 544 | 165 232 | 1 869 776 | 1 728 913 |
| Swaps de taux d'intérêt | 1 704 544 | 165 232 | 1 869 776 | 1 728 913 |
| Autres contrats à terme de taux d'intérêt | | | | |
| Contrats à terme de change | | | | |
| FRA | | | | |
| Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers | | | | |
| Autres contrats à terme | | | | |
| Opérations conditionnelles | | 16 556 | 16 556 | 15 242 |
| Opérations sur marchés organisés | | | | |
| Instruments de taux d'intérêt à terme | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Instruments sur action et indices boursiers à terme | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Instruments de taux de change à terme | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Autres instruments à terme conditionnels | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Opérations de gré à gré | | 16 556 | 16 556 | 15 242 |
| Options de swaps de taux | | | | |
| Achetées | | | | |
| Vendues | | | | |
| Instruments de taux d'intérêts à terme | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Instruments de taux de change à terme | | | | |
| Achetés | | 8 278 | 8 278 | 7 621 |
| Vendus | | 8 278 | 8 278 | 7 621 |
| Instruments sur actions et indices boursiers à terme | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Autres instruments à terme conditionnels | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| Dérivés de crédit | | | | |
| Contrats de dérivés de crédit | | | | |
| Achetés | | | | |
| Vendus | | | | |
| TOTAL | 1 704 544 | 181 788 | 1 886 332 | 1 744 |

(1)Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

Note 26.1 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

| (En milliers d'euros) | Total 31/12/2020 | | | dont opérations effectuées de gré à gré | | | dont opérations sur marchés organisés et assimilés | | |
|---|------------------|------------------|----------------|---|------------------|----------------|--|----------------|---------|
| | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
| Futures | | | | | | | | | |
| Options de change | 12 530 | 4 026 | | 12 530 | 4 026 | | | | |
| Options de taux | | | | | | | | | |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A. | | | | | | | | | |
| Swaps de taux d'intérêt | 99 005 | 1 030 908 | 739 863 | 99 005 | 1 030 908 | 739 863 | | | |
| Caps, Floors, Collars | | | | | | | | | |
| Forward taux | | | | | | | | | |
| Opérations fermes sur actions et indices | | | | | | | | | |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices | | | | | | | | | |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | | | | | | | | | |
| Dérivés de crédit | | | | | | | | | |
| Sous total | 111 535 | 1 034 934 | 739 863 | 111 535 | 1 034 934 | 739 863 | | | |
| Swaps de devises | | | | | | | | | |
| Opérations de change à terme | 39 681 | | | 39 681 | | | | | |
| Sous total | 39 681 | | | 39 681 | | | | | |
| TOTAL | 151 216 | 1 034 934 | 739 863 | 151 216 | 1 034 934 | 739 863 | | | |

| (En milliers d'euros) | Total 31/12/2019 | | | dont opérations effectuées de gré à gré | | | dont opérations sur marchés organisés et assimilés | | |
|---|------------------|----------------|----------------|---|----------------|----------------|--|----------------|---------|
| | ≤ 1 an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans | ≤ 1an | > 1 an ≤ 5 ans | > 5 ans |
| Futures | | | | | | | | | |
| Options de change | 7 497 | 7 745 | | 7 497 | 7 745 | | | | |
| Options de taux | | | | | | | | | |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A. | | | | | | | | | |
| Swaps de taux d'intérêt | 95 321 | 945 650 | 687 942 | 95 321 | 945 650 | 687 942 | | | |
| Caps, Floors, Collars | | | | | | | | | |
| Forward taux | | | | | | | | | |
| Opérations fermes sur actions et indices | | | | | | | | | |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices | | | | | | | | | |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | | | | | | | | | |
| Dérivés de crédit | | | | | | | | | |
| Sous total | 102 818 | 953 395 | 687 942 | 102 818 | 953 395 | 687 942 | | | |
| Swaps de devises | | | | | | | | | |
| Opérations de change à terme | 19 212 | | | 19 212 | | | | | |
| Sous total | 19 212 | | | 19 212 | | | | | |
| TOTAL | 122 030 | 953 395 | 687 942 | 122 030 | 953 395 | 687 942 | | | |

Note 26.2 Instruments financiers à terme : juste valeur

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Juste Valeur Positive au 31/12/2020 | Juste Valeur Négative au 31/12/2020 | Encours Notionnel au 31/12/2020 | Juste Valeur Positive au 31/12/2019 | Juste Valeur Négative au 31/12/2019 | Encours Notionnel au 31/12/2019 |
|---|---|---|---------------------------------------|---|---|---------------------------------------|
| Futures | | | | | | |
| Options de change | 200 | 200 | 16 556 | 14 | 14 | 15 242 |
| Options de taux | | | | | | |
| Opérations fermes en devise sur marchés organisés | | | | | | |
| F.R.A. | | | | | | |
| Swaps de taux d'intérêt | 73 006 | 34 678 | 1 869 776 | 54 983 | 42 296 | 1 728 913 |
| Caps, Floors, Collars | | | | | | |
| Forward taux | | | | | | |
| Opérations fermes sur actions et indices | | | | | | |
| Opérations conditionnelles sur actions et indices | | | | | | |
| Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux | | | | | | |
| Dérivés de crédit | | | | | | |
| Sous total | 73 206 | 34 878 | 1 886 332 | 54 997 | 42 310 | 1 744 155 |
| Swaps de devises | | | | | | |
| Opérations de change à terme | 7 818 | 7 818 | 39 681 | 9 615 | 9 596 | 19 212 |
| Sous total | 7 818 | 7 818 | 39 681 | 9 615 | 9 596 | 19 212 |
| TOTAL | 81 024 | 42 696 | 1 926 013 | 64 612 | 51 906 | 1 763 367 |

Note 26.3 Information sur les Swaps

Ventilation des contrats d'échange de taux d'intérêt

| <i>(En milliers d'euros)</i> | Position ouverte isolée | Micro-couverture | Macro-couverture | Swaps de transaction |
|------------------------------|----------------------------|------------------|------------------|-------------------------|
| Contrats d'échange de taux | | | | |
| Contrats assimilés (1) | 198 326 | 366 616 | 1 337 929 | |

Note 27 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (*add-on*) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme

| | 31/12/2020 | | | 31/12/2019 | | |
|--|------------------|------------------------------|------------------------------|------------------|----------------------------|------------------------------|
| | Valeur de marché | Risque de crédit potentiel * | Total risque de contrepartie | Valeur de marché | Risque de crédit potentiel | Total risque de contrepartie |
| (En milliers d'euros) | | | | | | |
| Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Risques sur les autres contreparties | 35 932 | 11 093 | 47 025 | 65 264 | 8 528 | 73 792 |
| Total avant effet des accords de compensation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dont risques sur contrats de : | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - taux d'intérêt, change et matières premières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - dérivés actions et sur indices | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total avant effet des accords de compensation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Incidence des accords de compensation et de collatérisation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL APRES EFFET DES ACCORDS DE COMPENSATION ET DE COLLATERISATION | 35 932 | 11 093 | 47 025 | 65 264 | 8 528 | 73 792 |

*calculé selon les normes prudentielles CRR / CRD4

**Note 28 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES
GARANTIES**

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|----------------|----------------|
| Engagements donnés | | |
| Engagements de financement | 620 485 | 512 843 |
| Engagements en faveur d'établissements de crédit | | |
| Engagements en faveur de la clientèle | 620 485 | 512 843 |
| Ouverture de crédits confirmés | 365 432 | 275 229 |
| Ouverture de crédits documentaires | 15 838 | 6 679 |
| Autres ouvertures de crédits confirmés | 349 594 | 268 550 |
| Autres engagements en faveur de la clientèle | 255 053 | 237 614 |
| Engagements de garantie | 228 473 | 274 120 |
| Engagements d'ordre d'établissement de crédit | 61 853 | 91 702 |
| Confirmations d'ouverture de crédits documentaires | | |
| Autres garanties (1) | 61 853 | 91 702 |
| Engagements d'ordre de la clientèle | 166 620 | 182 418 |
| Cautions immobilières | 20 366 | 18 562 |
| Autres garanties d'ordre de la clientèle | 146 254 | 163 856 |
| Engagements sur titres | 66 | 173 |
| Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise | | |
| Autres engagements à donner | 66 | 173 |

| Engagements reçus | | |
|--|------------------|------------------|
| Engagements de financement | 12 528 | 14 738 |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 12 528 | 14 738 |
| Engagements reçus de la clientèle | | |
| Engagements de garantie | 2 077 753 | 1 593 812 |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 427 207 | 458 191 |
| Engagements reçus de la clientèle | 1 650 546 | 1 135 621 |
| Garanties reçues des administrations publiques et assimilées (2) | 587 427 | 239 609 |
| Autres garanties reçues | 1 063 119 | 896 012 |
| Engagements sur titres | 66 | 173 |
| Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise | | |
| Autres engagements reçus | 66 | 173 |

(1) dont 58 258 milliers d'euros relatifs à la garantie (Switch Assurance) suite à la résiliation anticipée partielle du 2 mars 2020.

(2) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la Covid-19, la Caisse régionale de Crédit Agricole de la Réunion a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de

garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2020, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 334 014 milliers d'euros.

Note 29 ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE

Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2020, Crédit Agricole de La Réunion a apporté 2 216 097 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 884 572 milliers d'euros en 2019. La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion a apporté :

- 1 750 791 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 427 734 milliers d'euros en 2019.
- 95 487 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 96 892 milliers d'euros en 2019;
- 369 820 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 359 946 milliers d'euros en 2019.

Note 30 ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES

Cette information figure de façon détaillée en note 22.

Note 31 ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL

Néant

Note 32 OPERATIONS DE DESENDETTEMENT DE FAIT ET DE TITRISATION

Note 32.1 Désendettement de fait

Néant

Note 32.2 Titrisation

En 2020, la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion a participé à la titrisation du FCT Crédit Agricole Habitat 2020, titrisation décrite au niveau de la note 1.3 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période.

Note 33**PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES**

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|-------------------|-------------------|
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 1 303 | 1 551 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | 11 877 | 10 325 |
| Sur opérations avec la clientèle | 104 387 | 105 478 |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe | 5 950 | 6 123 |
| Produit net sur opérations de macro-couverture | 5 176 | 7 199 |
| Sur dettes représentées par un titre | 38 | 185 |
| Autres intérêts et produits assimilés | | |
| Intérêts et produits assimilés | 128 731 | 130 861 |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | -385 | -257 |
| Sur opérations internes au Crédit Agricole | -21 602 | -22 002 |
| Sur opérations avec la clientèle | -6 929 | -7 016 |
| Charge nette sur opérations de macro-couverture | | |
| Sur obligations et autres titres à revenu fixe | | |
| Sur dettes représentées par un titre | -3 | |
| Autres intérêts et charges assimilées | | |
| Intérêts et charges assimilées | -28 919 | -29 275 |
| TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES (1) | 99 812 | 101 586 |

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2020 est de 601 milliers d'euros, il était de 738 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Le montant des intérêts négatifs perçus dans le cadre du mécanisme de TLTRO III s'élève à 1 961 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 34 REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|---------------|---------------|
| Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme | 14 656 | 14 011 |
| Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille | 325 | 322 |
| Opérations diverses sur titres | | |
| TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES | 14 981 | 14 333 |

Note 35 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | | | 31/12/2019 | | |
|--|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| | Produits | Charges | Net | Produits | Charges | Net |
| Sur opérations avec les établissements de crédit | 903 | -364 | 539 | 399 | -181 | 218 |
| Sur opérations internes au crédit agricole | 1 718 | -6 096 | -4 378 | 2 256 | -5 975 | -3 719 |
| Sur opérations avec la clientèle | 21 556 | -87 | 21 469 | 23 223 | -204 | 23 019 |
| Sur opérations sur titres | | | | | | |
| Sur opérations de change | 132 | | 132 | 129 | | 129 |
| Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan | 111 | | 111 | | | |
| Sur prestations de services financiers (1) | 66 517 | -6 476 | 60 041 | 66 035 | -6 039 | 59 996 |
| Provision pour risques sur commissions | 465 | -496 | -31 | 408 | -458 | -50 |
| TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS | 91 402 | -13 519 | 77 883 | 92 450 | -12 857 | 79 593 |

(1) dont prestations assurance-vie : 5 855 milliers d'euros.

Note 36 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|------------|--------------|
| Solde des opérations sur titres de transaction | | |
| Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés | 543 | 520 |
| Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme | 20 | 867 |
| GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION | 563 | 1 387 |

Note 37 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|-------------|------------|
| Titres de placement | | |
| Dotations aux dépréciations | -134 | -64 |
| Reprises de dépréciations | 95 | 59 |
| Dotations ou reprises nettes aux dépréciations | -39 | -5 |
| Plus-values de cession réalisées | | 601 |
| Moins-values de cession réalisées | -74 | -222 |
| Solde des plus et moins-values de cession réalisées | -74 | 379 |
| Solde des opérations sur titres de placement | -113 | 374 |
| Titres de l'activité de portefeuille | | |
| Dotations aux dépréciations | | |
| Reprises de dépréciations | | |
| Dotations ou reprises nettes aux dépréciations | | |
| Plus-values de cession réalisées | | |
| Moins-values de cession réalisées | | |
| Solde des plus et moins-values de cession réalisées | | |
| Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille | | |
| GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES | -113 | 374 |

Note 38 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|--------------|--------------|
| Produits divers | 5 115 | 4 735 |
| Quote part des opérations faites en commun | | |
| Refacturation et transfert de charges | 80 | 53 |
| Reprises provisions | 80 | 53 |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 5 275 | 4 841 |
| Charges diverses | -495 | -260 |
| Quote part des opérations faites en commun | -16 | -17 |
| Refacturation et transfert de charges | | |
| Dotations provisions | -62 | -125 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | -573 | -402 |
| TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE | 4 702 | 4 439 |

Note 39 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|-------------------|-------------------|
| Frais de personnel | | |
| Salaires et traitements | -46 407 | -46 440 |
| Charges sociales | -23 455 | -23 241 |
| - dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations | -5 478 | -6 775 |
| Intéressement et participation | -7 061 | -7 725 |
| Impôts et taxes sur rémunérations | -2 661 | -3 001 |
| Total des charges de personnel | -79 584 | -80 407 |
| Refacturation et transferts de charges de personnel | 732 | 872 |
| Frais de personnel nets | -78 852 | -79 535 |
| Frais administratifs | | |
| Impôts et taxes | -3 436 | -4 023 |
| Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions règlementaires (1) (2) | -43 478 | -43 131 |
| Total des charges administratives | -46 914 | -47 154 |
| Refacturation et transferts de charges administratives | 832 | 695 |
| Frais administratifs nets | -46 082 | -46 459 |
| CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | -124 934 | -125 994 |

(2) dont 230 milliers d'euros au titre du fonds de résolution unique

Effectif moyen

Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

| Catégories de personnel | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Cadres | 215 | 205 |
| Non cadres | 623 | 613 |
| Total de l'effectif moyen | 838 | 818 |
| Dont : - France | 838 | 818 |
| - Etranger | | |
| Dont : personnel mis à disposition | 1 | 1 |

Les montants globaux des rémunérations allouées pendant l'exercice aux membres des organes d'administration et de direction à raison de leurs fonctions s'élèvent au titre des:

- salaires bruts (y compris avantage en nature): 2 444 milliers d'euros
- avantages postérieurs à l'emploi (retraite chapeau): 405 milliers d'euros
- indemnités de fin de carrières: 80 milliers d'euros.

Note 40 COUT DU RISQUE

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|-------------------|-------------------|
| Dotations aux provisions et dépréciations | -142 288 | -112 034 |
| Dépréciations de créances douteuses | -26 136 | -24 530 |
| Autres provisions et dépréciations | -116 152 | -87 504 |
| Reprises de provisions et dépréciations | 130 871 | 112 120 |
| Reprises de dépréciations de créances douteuses (1) | 22 357 | 19 244 |
| Autres reprises de provisions et dépréciations (2) | 108 514 | 92 876 |
| Variation des provisions et dépréciations | -11 417 | 86 |
| Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3) | -1 426 | -994 |
| Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4) | -7 422 | -3 964 |
| Décote sur prêts restructurés | -2 | -5 |
| Récupérations sur créances amorties | 283 | 178 |
| Autres pertes (5) | -180 | -322 |
| Autres produits (6) | 370 | |
| COUT DU RISQUE | -19 794 | -5 021 |

(1) dont 640 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 1 544 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) dont 710 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif

(3) dont 548 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

(4) dont 6 782 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

(5) dont 180 milliers d'euros de pertes sur risques opérationnels couvertes par une provision.

(6) dont 370 milliers d'euros relatifs au retour à meilleure fortune de la garantie (Switch Assurance), reçus (ou à recevoir) de Crédit Agricole S.A. suite à la hausse de la valeur de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), ce dernier étant mis en équivalence pour les besoins prudentiels. Ces produits seront versés en date du 1^{er} mars 2021.

Note 41
RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

| <i>(En milliers d'euros)</i> | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|---------------|---------------|
| Immobilisations financières | | |
| Dotations aux dépréciations | -8 730 | -1 919 |
| Sur titres d'investissement | | |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | -8 730 | -1 919 |
| Reprises de dépréciations | 395 | 144 |
| Sur titres d'investissement | | |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 395 | 144 |
| Dotation ou reprise nette aux dépréciations | -8 335 | -1 775 |
| Sur titres d'investissement | | |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | -8 335 | -1 775 |
| Plus-values de cessions réalisées | 2 463 | |
| Sur titres d'investissement | | |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 2 463 | |
| Moins-values de cessions réalisées | -310 | -2 150 |
| Sur titres d'investissement | | |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | -310 | -11 |
| Pertes sur créances liées à des titres de participation | | -2 139 |
| Solde des plus et moins-values de cessions | 2 153 | -2 150 |
| Sur titres d'investissement | | |
| Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme | 2 153 | -2 150 |
| Solde en perte ou en bénéfice | -6 182 | -3 925 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | | |
| Plus-values de cessions | | |
| Moins-values de cessions | -146 | -68 |
| Solde en perte ou en bénéfice | -146 | -68 |
| RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES | -6 328 | -3 993 |

Note 42 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

L'exercice 2020 a été impacté par la prise en compte des produits à recevoir au titre des baux à construction contractés avec les SCI TAMARINIER, RAVINE, GRAND SUD, SCI patrimoniale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de la Réunion.

Ces produits à recevoir correspondent à la plus-value à constater à l'échéance des baux sur les biens qui entreront dans le bilan de la Caisse régionale de Crédit Agricole de la Réunion.

L'exercice 2020 a été impacté par la comptabilisation à hauteur de 5 955 milliers d'euros des produits non constatés jusqu'à présent (rattrapage de 10 années). Ces produits ont été constatés en exceptionnel conformément au règlement ANC 2018-01.

Note 43 IMPOT SUR LES BENEFICES

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion intègre fiscalement la SAS DEFISCAM depuis 2011 et la SAS LE VILLAGE BY CA en 2020.

Elle a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Au terme des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôts dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration.

Note 44 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES

Note 44.1 Formation du produit net bancaire par secteur d'activité

| SECTEURS D'ACTIVITE FORMATION DU PNB (En milliers d'euros) | 31/12/2020 | | | | | | |
|---|-------------------------------|---------------------------------|----------------------|--------------------|---------------------------------------|------------------------|----------------------|
| | Banque de proximité en France | Services financiers spécialisés | Gestion de l'épargne | Grandes clientèles | Banque de proximité à l'international | Activités hors métiers | Ensemble des métiers |
| Produits nets d'intérêts | 99 812 | | | | | 14 981 | 99 812 |
| Revenus des titres à revenus variables | | | | | | | 14 981 |
| Produits nets des commissions | 77 883 | | | | | | 77 883 |
| Produits nets sur opérations financières | | | | | | 450 | 450 |
| Autres produits nets d'exploitation | 4 702 | | | | | | 4 702 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 182 397 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 431 | 197 828 |

| SECTEURS D'ACTIVITE FORMATION DU PNB (En milliers d'euros) | 31/12/2019 | | | | | | |
|---|-------------------------------|---------------------------------|----------------------|--------------------|---------------------------------------|------------------------|----------------------|
| | Banque de proximité en France | Services financiers spécialisés | Gestion de l'épargne | Grandes clientèles | Banque de proximité à l'international | Activités hors métiers | Ensemble des métiers |
| Produits nets d'intérêts | 101 586 | | | | | 14 333 | 101 586 |
| Revenus des titres à revenus variables | | | | | | | 14 333 |
| Produits nets des commissions | 79 593 | | | | | | 79 593 |
| Produits nets sur opérations financières | | | | | | 1 761 | 1 761 |
| Autres produits nets d'exploitation | 4 439 | | | | | | 4 439 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 185 618 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 094 | 201 712 |

Note 44.2 Produit net bancaire par secteur d'activité et par zone géographique

La totalité de l'activité de la Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion est réalisée sur le département de la Réunion et de Mayotte.

Note 44.3 Formation du résultat courant par secteur d'activité

| (En milliers d'euros) | 31/12/2020 | | | | | | |
|---|-------------------------------|---------------------------------|----------------------|--------------------|---------------------------------------|------------------------|----------------------|
| | Banque de proximité en France | Services financiers spécialisés | Gestion de l'épargne | Grandes clientèles | Banque de proximité à l'international | Activités hors métiers | Ensemble des métiers |
| Produit net bancaire | 182 397 | | | | | 15 431 | 197 828 |
| Charges d'exploitation | -124 934 | | | | | | -124 934 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | -4 790 | | | | | | -4 790 |
| Résultat brut d'exploitation | 52 673 | | | | | 15 431 | 68 104 |
| Coût du risque | -19 794 | | | | | | -19 794 |
| Résultat d'exploitation | 32 879 | | | | | 15 431 | 48 310 |
| Résultat net sur actifs immobilisés | -6 328 | | | | | | -6 328 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT | 26 551 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 431 | 41 982 |

| (En milliers d'euros) | 31/12/2019 | | | | | | |
|---|-------------------------------|---------------------------------|----------------------|--------------------|---------------------------------------|------------------------|----------------------|
| | Banque de proximité en France | Services financiers spécialisés | Gestion de l'épargne | Grandes clientèles | Banque de proximité à l'international | Activités hors métiers | Ensemble des métiers |
| Produit net bancaire | 185 618 | | | | | 16 094 | 201 712 |
| Charges d'exploitation | -125 994 | | | | | | -125 994 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | -4 878 | | | | | | -4 878 |
| Résultat brut d'exploitation | 54 746 | | | | | 16 094 | 70 840 |
| Coût du risque | - 5 021 | | | | | | - 5 021 |
| Résultat d'exploitation | 49 725 | | | | | 16 094 | 65 819 |
| Résultat net sur actifs immobilisés | -3 993 | | | | | | -3 993 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT | 45 732 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 094 | 61 826 |

Note 44.4 Résultat courant par zone géographique

La totalité de l'activité de la Caisse régionale de Crédit Agricole de la Réunion est réalisée sur le département de la Réunion et de Mayotte.

Note 45 EXEMPTION D'ETABLIR DES COMPTES CONSOLIDÉS

La Caisse régionale de Crédit Agricole de la Réunion établit des comptes consolidés intégrant 17 caisses locales, 1 OPCVM, Réunion Télécom, Immocam, STIB, SCI CA Run développement, 1 FCT Crédit Agricole Habitat 2015, 1 FCT Crédit Agricole Habitat 2017 compartiment Caisse régionale de la Réunion sous contrôle exclusif, 1 FCT Crédit Agricole Habitat 2018, 1 FCT Crédit Agricole Habitat 2019 et 1 FCT Crédit Agricole Habitat 2020.

Note 46 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

La Caisse régionale de Crédit Agricole de la Réunion n'a pas connaissance d'évènements postérieurs à la clôture.

Note 47 PROJET D'AFFECTATION DES RESULTATS

| (en milliers d'euros) | 31/12/2020 |
|----------------------------|-------------------|
| Résultat de l'exercice | 38 268 |
| Résultat à affecter | 38 268 |

| (en milliers d'euros) | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|--|-------------------|-------------------|
| Rémunérations des parts sociales (2,49%) | 900 | 1 012 |
| Rémunérations des CCA | 2 870 | 3 369 |
| Réserve légale | 25 873 | 30 408 |
| Autres réserves | 8 625 | 10 136 |
| TOTAL | 38 268 | 44 925 |

Note 48 IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS

La Caisse régionale de Crédit Agricole de La Réunion ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 49 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Collège des Commissaires aux Comptes de Crédit Agricole de La Réunion

| (En milliers d'euros hors taxes) | ERNST & YOUNG | % | EXA | % |
|---|---------------|-------|-----------|-------|
| Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*) | 57 | 48,72 | 57 | 51,28 |
| Services autres que la certification des comptes | 13 | 100 | 3 | |
| TOTAL | 70 | | 60 | |

(*) y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.